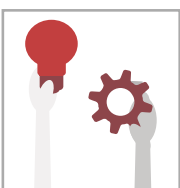


Le Campus pour la Démocratie met en réseau à Genève



Synthèse

Nouvelles expériences de participation démocratique



Le Campus pour la Démocratie a été fondé par la Fondation Dialogue en coopération avec la Nouvelle Société Helvétique, afin de promouvoir l'éducation à la citoyenneté et à la participation politique en Suisse et de renforcer ainsi la démocratie. Il crée des espaces de débats, facilite les synergies, consolide les réseaux, conseille les acteurs, soutient les experts et valorise les exemples de bonnes pratiques.

Chiffres et faits



Date	3 octobre 2018
Lieu	Salle communale du Faubourg, Genève
56 participant-e-s	des domaines : administration, éducation, recherche, politique, migration, enfance et jeunesse, privé
13 oratrices et orateurs	modération : Catherine Carron, Campus pour la Démocratie et Isabelle Milbert, Centre Albert Hirschman sur la démocratie de l'IHEID Mot introductif pour la conférence publique : Christophe Genoud, vice-chancelier du Canton de Genève

Participation physique ou dématérialisation de la participation citoyenne aux projets d'urbanisme ?

Prof. Isabelle Milbert
et Cyril Royez

Centre Albert Hirschman sur la démocratie de l'IHEID et urbaMonde

isabelle.milbert@graduateinstitute.ch

Quels sont les grands principes, les formes mais aussi les limites des initiatives innovantes de participation citoyenne dans les projets urbains? Quel est le rôle d'internet et de la technologie?

Les participants à l'atelier ont débattu de ces questions à partir d'exemples concrets en Suisse (notamment Genève, Onex, Carouge, Neuchâtel, Zurich) et ailleurs. En particulier, ils ont approfondi le cas de la ville de Bologne dont le maire, Virginio Merola, était présent à l'atelier. L'exemple de Bologne est particulièrement intéressant car la ville a testé et mis en place une série de projets de sensibilisation à la citoyenneté active et à la gestion participative des biens communs. Ses initiatives innovantes lui ont d'ailleurs valu une reconnaissance au niveau mondial (« Engaged Cities Award ») cette année.

Une première forme de participation citoyenne dans la planification repose sur les laboratoires d'urbanisation participative. Ils impliquent une personne neutre, garante du processus, le personnel de la commune en charge du domaine spécifique et les habitants. La municipalité fixe le cadre et les éléments qui ne peuvent pas changer et à partir de là on passe en revue toute la politique urbaine de la ville. Le conseil municipal approuve ce qui est ressorti de la concertation. Il y a également un site internet et un forum de participation en ligne.

Les budgets participatifs constituent une deuxième forme d'engagement citoyen dans la planification. A Bologne, chaque quartier dispose d'un budget d'investissement (distinct des dépenses courantes). Les habitants reçoivent les informations distribuées dans les espaces publics de la ville, participent à la discussion et proposent des projets qui feront l'objet d'un vote en ligne: chaque habitant-e de plus de 16 ans peut voter, y compris les migrants. Un million d'euros par an est disponible pour les projets. Une fois approuvés, les projets nécessitent généralement un entretien annuel ou une institution à créer pour sa gestion, ce qui est ensuite financé annuellement par la commune. Dans ce cas, ce n'est pas le conseil municipal qui a la maîtrise budgétaire mais il y a transfert de compétence aux citoyens.

A Genève, les coopératives d'habitation qui gèrent le budget de construction constituent un autre exemple de participation. Les résidents votent sur des éléments du budget, font des choix sur l'intérieur de l'immeuble, les espaces communs, les aménagements externes, la création de salles communes. Ces budgets participatifs avec vote en ligne concernent généralement de 50 à 1000



ménages et le processus contribue souvent à repenser les espaces dans l'objectif d'une « ville verte ». Il faut noter que c'est la commune qui accorde un droit de superficie aux coopératives d'habitation. Plus en général, la question de la confiance entre les acteurs politiques et les associations joue un rôle important, comme le montre l'exemple de Zurich.

Mais la question de l'équilibre à trouver et celle de l'intérêt général doivent rester centrales dans le débat sur les nouvelles formes de participation: la puissance publique a un rôle de garant de l'intérêt général et de la collectivité, sous le contrôle citoyen. Le digital et la technologie ne résolvent pas la question de participation en tant que telle. Elles ont certainement un potentiel pour élargir la participation dans des territoires différents mais il convient de faire attention à leur effet d'exclusion pour les citoyens qui n'y ont pas accès ou qui ne maîtrisent pas ces nouveaux outils. Le digital permet de faciliter ou d'augmenter l'échelle si le processus de préparation est bien conçu. Par exemple le projet CivicTech avec l'EPFL a montré qu'il peut y avoir une augmentation de 10% de la participation suite à l'utilisation du digital, en complément de la présence physique.

La discussion sur le processus de construction urbaine par le bas (« bottom up ») ou par le haut (« top down ») amène à penser comment projeter la ville depuis l'intérieur mais aussi comment institutionnaliser les liens entre les associations et les municipalités. Plus généralement, la question de qui participe et qui « peut » participer devrait servir de fil rouge. Certains participants à l'atelier ont observé une tendance à voir certains groupes plus représentés que d'autres dans les instances de consultation/participation pour les projets urbains, où ce sont souvent les retraités, professionnels du secteur, coopératives et relativement peu d'habitants qui sont présents. Dans ce contexte, les représentants élus doivent, compte-tenu de leur légitimité constitutionnelle, jouer un rôle de médiation pour arbitrer les projets, faire état de la diversité de points de vue et des intérêts et faire en sorte d'avoir un dialogue large. Pour cela, la conception adaptée du processus et son « design » sont essentiels.



Comment les élèves peuvent-ils apprendre la démocratie ?

World Café animé par le Campus pour la Démocratie en collaboration avec le DIP du Canton de Genève

Quels sont les facteurs de succès pour intéresser les jeunes à la politique à Genève et en Suisse ?

Les participants ont, tout d'abord, souligné la question de l'âge et de l'importance de prendre en compte tous les âges et d'adapter les pratiques à chaque période de vie. Pour toute action réalisée, il est donc primordial de définir, cadrer plus spécifiquement

le public-cible. Ils ont également relevé la nécessité d'une volonté politique pour une implémentation durable des idées et propositions. Des plans d'actions concrets sont nécessaires, par exemple, dans l'application du PER (plan d'études romand). Un problème qui a été exposé est le manque de connaissances des institutions, du processus démocratique et de la vie politique de la part des jeunes. Certains jeunes ne peuvent, par ailleurs, pas voter pour des questions d'âge ou de nationalité, ce qui explique peut-être pourquoi ils ne se sentent que peu concernés par les objets de votations. Il semble important de proposer des exercices en classe leur permettant de se reconnecter à la réalité politique, réalité dont ils se sentent peu reliés ou concernés. Ces exercices de mises en pratique devraient offrir un espace d'expression démocratique dont la forme s'adapterait selon l'âge des élèves. Quelle que soit la modalité de ces ateliers démocratiques, il faut veiller à ce que les décisions des jeunes puissent être ensuite prises en compte et les idées discutées. Par ces exercices pratiques, les jeunes prennent conscience des processus et vivent la politique. L'objectif étant que la participation à la vie politique devienne concrète et naturelle. Un projet concret pourrait être un projet de votation en blanc où il s'agirait de simuler la réalité du vote démocratique sur des sujets soumis aux votations officielles sous les mêmes conditions. Les jeunes débattent ensuite des résultats et les comparent avec les « officiels ». Ils apprennent à identifier leurs intérêts et à les défendre. Pour les élèves dont l'âge ne permet pas ce type de votation alternative (car trop jeunes), des visites au sein des mairies et des rencontres avec des élus pourraient être organisées afin de rendre la vie politique plus concrète.

Comment pensez-vous que l'Etat, l'école, le canton ou des plates-formes comme le Campus pour la Démocratie pourraient renforcer et faciliter l'enseignement de l'éducation à la citoyenneté ?

Une idée clé qui ressort des discussions est la nécessité de formaliser les interactions et de définir plus clairement le rôle des différents acteurs. Les participants ont également exprimé la volonté de bénéficier d'une aide au pilotage qui prendrait en quelque sorte le lead lors de la réalisation de projets réunissant des entités (écoles, communes, etc.) avec des divergences d'intérêts politiques. Ceci pour éviter une incohérence d'action et pour permettre un vrai projet commun. L'école devrait permettre d'inscrire les institutions dans une logique historique. Cet ancrage historique « savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va » pourrait faciliter l'enseignement de la citoyenneté. Les participants ont également souligné la nécessité de s'emparer du numérique et l'importance de développer des projets pratiques à l'école mais aussi en dehors de l'école. Plus que « coordination » et « décloisonnement », le terme clé issu de la discussion est « interpénétration » : il s'agit de faire en sorte que tous ces acteurs puissent se rencontrer et avoir un débat entre eux, comme ça a été le cas aujourd'hui dans le cadre du World Café.

Réussir à enseigner l'éducation à la citoyenneté en classe : comment parler de politique aux élèves d'une manière neutre ?

Les participants ont souhaité tout d'abord définir la neutralité : est-ce possible d'être neutre, est-ce vraiment le but ? L'enseignant ne doit pas chercher à tout prix la neutralité absolue car c'est un idéal inatteignable. Par contre, il peut exposer les arguments pour et contre et montrer que tout débat est complexe et contradictoire. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre mais de montrer que les décisions ont des implications. Lors d'un débat d'idées, dans l'idéal, l'enseignant offre un espace pour que les arguments puis émerger directement des élèves, il accompagne et soutien le débat mais ne dirige pas la discussion. Si l'enseignant transmet son avis, il doit le communiquer comme tel : « c'est mon avis, mon interprétation et non pas la réalité objective ». Un outil qui pourrait être utilisé est le smarvote qui est une plateforme d'aide au vote et qui permet aux élèves de définir leur profil politique. Ce questionnaire pourrait se remplir en tandem, à deux élèves. La classe pourrait ensuite organiser une mini-campagne selon les résultats du smartvote. Cet outil n'est, pas contre, pas applicable dans les classes d'élèves très jeunes. Enfin, les participants sont d'avis que la formation continue des enseignants pour l'éducation à la citoyenneté pourrait être renforcée.

5 projets citoyens se présentent

Université populaire albanaise
Albana.Krasniqi@upa.ch

C'est en participant que l'on devient citoyen

Ce projet propose une réflexion, des explications et du travail pratique autour des droits politiques et de la citoyenneté active des étrangers domiciliés à Genève. 41% de la population genevoise sont d'origine étrangère. Par le biais de différentes activités, le projet apporte des réponses adaptées au public cible et invite à une réflexion sur la citoyenneté active. L'Université Populaire Albanaise (UPA) a une rôle d'interface entre la société d'accueil et la diaspora albanaise, tout en ouvrant ses portes à toutes les communautés allophones de Genève.

Genève ville sociale et solidaire
Vanessa.Dahan@ville-ge.ch
joelle.oudard@ville-ge.ch
corinne.cornaglia@ville-ge.ch

Je bouge mon quartier

Le Département de la cohésion sociale et de la solidarité de la Ville de Genève souhaite améliorer la vie sociale du quartier et le bien-être de ses habitant-e-s en soutenant une politique sociale de proximité. Par le biais de diverses initiatives (forums sociaux de quartiers, projets à la pelle, je bouge mon quartier, etc.), elle donne la possibilité aux habitant-e-s de proposer eux-mêmes des solutions concrètes ou de développer des projets citoyens issus de réflexions collectives. Depuis 2015, plus de 50 projets ont été déposés dont 30 ont pu être soutenus.

Pop Démocratie
marceau.schroeter@gmail.com

Pour une démocratie directe accessible

L'association Pop démocratie travaille sur deux axes : décomplexifier le système politique et le rendre vivant et ceci autant pour les Suisses que pour les résidents étrangers. Elle propose deux actions : le parcours démocratie directe et l'exposition « Je suis la démocratie directe ». En permettant de comprendre les particularités de la démocratie directe de manière dynamique et positive, Pop démocratie vise à rendre les citoyen-ne-s pleinement conscient de leur pouvoir et des possibilités d'expression politique.

step into action
genève
nadja@euforia.org
ansou.perou@gmail.com

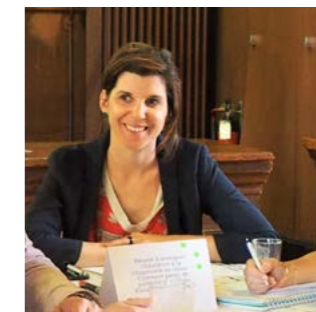
Les jeunes s'engagent ici et maintenant !

Le projet step into action est une plateforme d'informations, d'opportunités, d'inspiration et de soutien pour motiver les jeunes à devenir des acteurs de changement au niveau local. Il s'adresse à des jeunes âgés de 15 à 19 ans et existe dans plusieurs cantons suisses. La section de Genève organise un événement pour les classes scolaires genevoises le 29 et 30 octobre à Palexpo qui seront invitées à suivre en parcours en trois étapes « sensibilisation », « réflexion » et « action ».

Génération
Nomination
charly@genomi.ch

Vers un label des communes participatives ?

La démocratie participative fait de grands pas dans le monde contemporain avec de nombreuses expériences inclusives. Il est temps également de mettre à profit toutes les expériences passées pour définir des processus fiables de délibération citoyenne sur la forme d'un label. Les communes auront ainsi à disposition du matériel didactique pour les aider à mettre sur pied ce genre de processus délibératif et former leur staff et les participants. Génération Nomination promeut l'usage de panels citoyens tirés au sort en démocratie, lesquels, bien encadrés, apporteront plus de diversité, de neutralité et une plus grande inclusion des citoyens dans les choix de société



Conférence publique du soir

Participation à la démocratie locale : perspectives internationales
Podium de discussion avec les témoignages et réflexions de Virginio Merola, Maire de la Ville de Bologne et Ruth Betsaida Itamari Choque, députée de Bolivie.

Restez informés !

Pour ne manquer aucun événement du Campus pour la Démocratie et pour être au courant des autres manifestations ou actualités sur la thématique de l'éducation à la citoyenneté et de la participation, nous vous informons volontiers à l'aide de ces différents canaux :

Website www.campusdemocratie.ch
Newsletter www.campusdemokratie.ch/fr/contact
Facebook www.facebook.com/campusdemokratie
Twitter www.twitter.com/camp_demokratie